

F. 2002 — 3892

[C — 2002/29425]

**17 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant l'épreuve d'admission dans les écoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'Enseignement supérieur artistique, notamment l'article 25;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 avril 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 avril 2002;

Vu la concertation avec les Pouvoirs organisateurs menée le 29 avril 2002;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants menée le 2 mai 2002;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis 33.672/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre chargée de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — De l'épreuve d'admission**

**Article 1<sup>er</sup>.** La session d'admission pour l'accès aux études dans l'enseignement supérieur artistique est organisée chaque année, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> juin et entre le 25 juin et le 30 septembre, dans chaque Ecole supérieure des Arts.

L'épreuve d'admission dure au maximum deux semaines.

**Art. 2.** Le jury d'admission, institué par le directeur pour chaque option, comprend :

1<sup>o</sup> le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, Président ou, en cas d'absence, le directeur adjoint lorsque cette fonction est attribuée ou un membre du personnel désigné par le Pouvoir organisateur;

2<sup>o</sup> au minimum, trois membres du personnel enseignant si possible de la section, de l'option ou du champ interdisciplinaire dans lequel le candidat désire s'inscrire.

**Art. 3.** Le secrétariat du jury d'admission est assuré par un membre du personnel de l'Ecole, choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

**Art. 4.** Le Pouvoir organisateur, sur proposition du Conseil de gestion pédagogique fixe un règlement de l'épreuve d'admission.

Ce règlement fixe notamment dans le respect des dispositions du présent arrêté :

1<sup>o</sup> les objectifs poursuivis, par section, option ou finalité, selon le cas;

2<sup>o</sup> la description du contenu de l'épreuve par section, option ou finalité, selon le cas;

3<sup>o</sup> les modalités d'organisation de l'épreuve par section, option ou finalité, selon le cas;

4<sup>o</sup> les modalités d'évaluation de l'épreuve;

5<sup>o</sup> la procédure de notification en cas d'échec;

6<sup>o</sup> les procédures d'introduction de plainte;

7<sup>o</sup> la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir la plainte des candidats.

Le règlement de l'épreuve d'admission est un document public, fourni par le directeur ou son représentant à toute personne sur simple demande et au candidat à l'épreuve d'admission au plus tard lors de son inscription.

**Art. 5.** Le Président organise l'épreuve d'admission. Il reçoit les inscriptions, convoque les membres du jury et les candidats et prend toutes les dispositions utiles au bon déroulement de l'épreuve.

**Art. 6.** Pour délibérer valablement, deux tiers des membres du jury doivent être présents. Le jury d'admission décide à la majorité des voix si un candidat est admis ou non. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

**Art. 7.** Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération.

Ce procès-verbal est signé par le président, le secrétaire et les membres du jury. Une copie du procès-verbal, déclarée conforme par le directeur, est envoyée à l'administration de l'enseignement supérieur artistique pour le 31 octobre de l'année académique en cours.

L'original est conservé à l'Ecole supérieure des Arts pendant 1 an.

**Art. 8.** Le candidat ayant réussi l'épreuve d'admission artistique est autorisé à s'inscrire dans l'Ecole supérieure des Arts où il a présenté cette épreuve.

**Art. 9.** Le candidat ayant échoué à l'épreuve d'admission en est informé par affichage aux valves de l'Ecole, au plus tard le deuxième jour ouvrable qui suit la clôture de cette épreuve, et par retrait d'une notification motivée contre accusé de réception l'informant également des modalités d'introduction de plainte.

**Art. 10.** Le candidat peut, dans les 4 jours ouvrables de l'affichage des résultats aux valves, introduire une plainte relative à une quelconque irrégularité dans le déroulement de l'épreuve par pli recommandé adressé au directeur de l'Ecole supérieure des Arts ou par dépôt au secrétariat de l'Ecole, contre accusé de réception.

**Art. 11.** La commission, visée à l'article 4, 7<sup>o</sup> du présent arrêté, comprend :

1<sup>o</sup> le directeur de l'Ecole, Président et, le cas échéant, le membre du personnel désigné pour l'épreuve d'admission au titre de Président;

2<sup>o</sup> trois membres du Conseil de Gestion pédagogique, désignés par le directeur.

Chacun a voix délibérative.

Le secrétariat de la commission est assuré par un membre du personnel de l'Ecole, choisi par le directeur. Le secrétaire n'a pas voix délibérative.

Dans les quatre jours ouvrables qui suivent l'expiration du délai d'introduction des plaintes, la Commission examine les plaintes introduites. Si elle le juge nécessaire, elle reçoit le ou les candidats.

Cette Commission peut invalider le résultat de l'épreuve.

Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts est alors tenu d'organiser dans les quatre jours ouvrables une nouvelle épreuve ou partie d'épreuve suivant les modalités fixées dans le règlement de l'épreuve d'admission.

Un procès-verbal mentionne les décisions prises lors de la délibération de la commission. Ce procès-verbal est signé par le Président, les autres membres de la commission et le secrétaire.

Le candidat ayant introduit une plainte est informé des décisions de la commission par affichage aux valves de l'Ecole, au plus tard le second jour ouvrable qui suit la délibération de la commission et par retrait d'une notification motivée contre accusé de réception.

#### CHAPITRE II. — *Dispositions finales*

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2002.

**Art. 13.** Conformément à l'article 30 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, l'entrée en vigueur du décret du 17 mai 1999 précité est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2002.

**Art. 14.** La Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution de présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme Fr. DUPUIS

#### VERTALING

N. 2002 — 3892

[C — 2002/29425]

#### 17 JULI 2002. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van het examen voor de toelating in de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, inzonderheid op artikel 25;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 april 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 april 2002;

Gelet op het overleg dat met de inrichtende machten op 29 april 2002 werd gepleegd;

Gelet op het overleg dat op 2 mei 2002 werd gepleegd met de verenigingen die de studenten vertegenwoordigen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 33.672/2 van de Raad van State, gegeven op 12 juli 2002 met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met het Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Het toelatingsexamen*

**Artikel 1.** De zittijd voor de toelating tot de studies in het hoger kunstonderwijs wordt elk jaar, tussen 1 mei en 1 juni en tussen 25 juni en 30 september, georganiseerd in elke hogere kunstschool.

Het toelatingsexamen duurt maximaal twee weken.

**Art. 2.** De examencommissie voor de toelating, ingesteld door de directeur voor elke studierichting, is samengesteld uit :

1° de directeur van de hogere kunstschool, voorzitter, of, bij diens afwezigheid, de adjunct-directeur, wanneer dat ambt wordt toegekend of een personeelslid wordt aangesteld door de inrichtende macht;

2° ten minste drie leden van het onderwijzend personeel die liefst behoren tot de afdeling, de studierichting of het interdisciplinaire vak waarvoor de kandidaat zich wenst te laten inschrijven.

**Art. 3.** Het secretariaat van de examencommissie voor de toelating wordt waargenomen door een personeelslid van de school, gekozen door de directeur. De secretaris is niet stemgerechtigd.

**Art. 4.** De inrichtende macht, op de voordracht van de pedagogische beheersraad, stelt een reglement voor het toelatingsexamen vast.

Dat reglement bepaalt onder meer, met inachtneming van de bepalingen van dit besluit :

1° de doestellingen die, voor elke afdeling, studierichting of finaliteit, naargelang van het geval, worden bepaald;

2° de beschrijving van de inhoud van het examen voor elke afdeling, studierichting of finaliteit, naargelang van het geval;

3° de nadere regels voor de organisatie van het examen voor elke afdeling, studierichting of finaliteit, naargelang van het geval;

4° de nadere regels voor de evaluatie van het examen;

5° de procedure voor de kennisgeving, wanneer de kandidaat gezakt is;

6° de procedures voor de indiening van klachten;

7° de oprichting en de organisatie van een commissie belast met het ontvangen van de klachten van de kandidaten.

Het reglement van het toelatingsexamen is een openbaar document, dat door de directeur of diens vertegenwoordiger wordt afgeleverd aan iedere persoon op gewone aanvraag en aan de kandidaat voor het toelatingsexamen uiterlijk bij zijn inschrijving.

**Art. 5.** De voorzitter organiseert het toelatingsexamen. Hij ontvangt de inschrijvingen, roept de leden van de examencommissie en de kandidaten samen en treft alle schikkingen die nuttig zijn voor het goede verloop van het examen.

**Art. 6.** Om geldig te kunnen delibereren, moet twee derden van de leden van de examencommissie aanwezig zijn. De examencommissie voor de toelating beslist bij meerderheid van stemmen of een kandidaat al dan niet wordt toegelaten. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

**Art. 7.** Een proces-verbaal vermeldt de beslissingen die tijdens de deliberatie worden genomen.

Dit proces-verbaal wordt ondertekend door de voorzitter, de secretaris en de leden van de examencommissie.

Er wordt een afschrift van het proces-verbaal, dat door de directeur voor eensluidend wordt verklaard, aan het bestuur voor het hoger kunstonderwijs toegezonden voor 31 oktober van het lopende academiejaar.

Het origineel wordt in de hogere kunstschool gedurende 1 jaar bewaard.

**Art. 8.** De kandidaat die geslaagd is voor het examen voor toelating tot het kunstonderwijs wordt ertoe gelaten zich in te schrijven in de hogere kunstschool waarin hij dat examen heeft afgelegd.

**Art. 9.** De kandidaat die gezakt is voor het toelatingsexamen, wordt ervan op de hoogte gebracht door middel van het aanplakbord van de school, uiterlijk de tweede werkdag die volgt op het afsluiten van dat examen, en door middel van een met redenen omklede kennisgeving tegen ontvangstbewijs waarbij hij tevens ingelicht wordt over de nadere regels voor de indiening van de klacht.

**Art. 10.** Binnen de 4 werkdagen na het aanplakken van de resultaten op het aanplakbord, kan de kandidaat een klacht indienen betreffende elke onregelmatigheid in het verloop van het examen door middel van een aangetekend schrijven gericht aan de directeur van de hogere kunstschool of door het indienen ervan bij het secretariaat van de school, tegen ontvangstbewijs.

**Art. 11.** De commissie bedoeld in artikel 4, 7° van dit besluit, omvat :

1° de directeur van de school, voorzitter, en, in voorkomend geval, het personeelslid dat voor het toelatingsexamen als voorzitter aangesteld wordt;

2° drie leden van de pedagogische beheersraad, door de directeur aangesteld.

Iedereen is stemgerechtigd.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door een personeelslid van de school, gekozen door de directeur. De secretaris is niet stemgerechtigd.

Binnen de vier werkdagen die volgen op het verstrijken van de termijn voor de indiening van de klachten, onderzoekt de Commissie de ingediende klachten. Indien zij dit nodig acht, ontvangt zij de kandidaat(aten).

Die commissie kan het resultaat van het examen ongeldig verklaren.

De directeur van de hogere kunstschool is dan ertoe gehouden binnen de vier werkdagen een nieuw examen of examengedeelte te organiseren volgens de regels die in het reglement van het toelatingsexamen nader bepaald zijn.

Een proces-verbaal vermeldt de beslissingen die werden genomen gedurende de deliberatie van de commissie. Dit proces-verbaal wordt ondertekend door de voorzitter, de andere leden van de commissie en de secretaris.

De kandidaat die een klacht heeft ingediend wordt van de beslissingen van de commissie op de hoogte gebracht via het aanplakbord van de school, uiterlijk de tweede werkdag na de deliberatie van de commissie, en het verkrijgen van een met redenen omklede kennisgeving tegen ontvangstbewijs.

#### HOOFDSTUK II. — *Slotbepalingen*

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002.

**Art. 13.** Overeenkomstig artikel 30 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, wordt de inwerkingtreding van het voormelde decreet van 17 mei 1999 op 1 september 2002 vastgesteld.

**Art. 14.** De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. Fr. DUPUIS